



VILLE D'ETAMPES

ARRÊTE DU MAIRE
N° VI-AR-2025-622

**OBJET : Circulation interdite sauf aux véhicules de secours.
Stationnement interdit ou déclaré gênant.**

Mise en place :

Lieu

-Rue Damoise,
-Rue Damoise aux droits des
n°3 et n°5,
91150 Etampes

Permissionnaire

CIRCET CAB4280
Chez Sogelink
69134 Dardilly cedex

Le Maire de la Ville d'ETAMPES,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967, version consolidée en date du 4 septembre 2008, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

VU la demande formulée en date du 8 décembre 2025, par laquelle le permissionnaire ci-dessus mentionné sollicite l'autorisation d'entreprendre la création d'une tranchée de la chambre télécom, Rue Damoise a droits du n°5 bis jusqu'au droit du n°3 à Etampes,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire, afin de garantir la sécurité publique et de faciliter le bon déroulement de cette opération de réglementer le stationnement et la circulation dans la rue et aux droits visés en objet, du 5 au 31 janvier 2026 de 8 heures à 17 heures,

ARRETE

ARTICLE 1 : Durant la période susmentionnée, la circulation sera interdite sauf aux véhicules de secours, Rue Damoise à Etampes.

Déviation par la Rue de la Plâtrerie.

ARTICLE 2 : Durant la période susmentionnée, le stationnement sera interdit et déclaré gênant, Rue Damoise aux droits des n°3 et n°5, à Etampes.

ARTICLE 3 : Une signalisation conforme aux prescriptions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière qui prévoit dans son livre I, modifié par arrêté du 6 décembre 2011, partie 8, articles 119 à 133, les conditions dans lesquelles doit être effectuée la signalisation temporaire sur la voirie, sera mise et entretenue par le permissionnaire.

ARTICLE 4 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et réglementations en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification et de la publicité de cet arrêté. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Versailles.

ARTICLE 6 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise :

- Le permissionnaire ;
- Monsieur le Commandant de Police, Chef de la circonscription d'Étampes ;
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie d'Étampes ;
- Monsieur le Chef de Groupement Sud SDIS 91.

Fait à Etampes, le 11 décembre 2025

Par Délégation du Maire,
Jean-Michel JOSSO
Adjoint au Maire
En charge de la Voirie



Certifié exécutoire, compte tenu de la publication le :

17 DEC. 2025